

Une publication semestrielle  
à l'attention des Gouverneurs du  
Groupe EDS13\*  
Administrateur : Agapito MENDES DIAS

Numéro 6 – octobre 2013

# Le Bulletin

## DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

### Sommaire

Mot de l'Administrateur  
Page 1

Assemblées Annuelles 2013  
Page 2

Nouvelles de la Banque mondiale  
Page 2

Nouvelles du Bureau de  
l'Administrateur  
Page 5

Dossier : Rapport 2013 sur la  
compétitivité de l'Afrique  
Page 6

\* Le groupe EDS13 comprend :

le Bénin

le Burkina Faso

le Cameroun

le Cap-Vert

la République Centrafricaine

le Tchad

les Comores

la République du Congo

la République Démocratique du Congo

la Côte-d'Ivoire

Djibouti

le Gabon

la Guinée

la Guinée-Bissau

la Guinée Equatoriale

Madagascar

le Mali

la Mauritanie

l'île Maurice

le Niger

Sao Tomé & Príncipe

le Sénégal

le Togo



LA BANQUE MONDIALE

### Mot de l'Administrateur



Agapito MENDES DIAS

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs,

Bienvenue aux Assemblées Annuelles qui se tiennent du 11 au 13 octobre 2013 à Washington DC.

Le Groupe de la Banque a obtenu l'approbation du Comité de Développement en sa session du 20 avril 2013 pour poursuivre désormais deux objectifs : (1) la réduction de l'extrême pauvreté à 3% à l'horizon 2030 ; et (2) le partage de la prospérité à travers la promotion, dans tous les pays, de la croissance du revenu des 40% de la population situées au bas de l'échelle de prospérité. A la prochaine session du Comité, le 12 octobre 2013, le Président du Groupe de la Banque mondiale soumettra à l'approbation des Gouverneurs la stratégie pour l'atteinte de ces deux objectifs.

L'autre dossier qui sera soumis à l'attention des membres du Comité de Développement est le rapport sur la mise

en œuvre de l'agenda sur l'égalité des genres dans les activités du Groupe de la Banque mondiale.

Le contenu respectif de ces deux dossiers évoqués ci-dessus se trouve succinctement résumé dans le présent numéro du Bulletin de mon Bureau. Comme à l'accoutumé, une note de synthèse plus élaborée est incluse dans le dossier préparé à votre intention, de même que le programme détaillé des différentes activités et mon rapport d'activité pour l'exercice fiscal 2013.

Permettez-moi également d'attirer votre attention sur le processus d'augmentation du capital de la Banque mondiale et de la Société Financière Internationale (SFI). Chacun de nos pays est invité à honorer sa souscription à l'augmentation du capital de la Banque pour éviter que notre groupe ne tombe en deçà du niveau minimal de 2% de participation au capital, requis pour disposer d'un siège au Conseil d'Administration. Vous voudrez bien trouver les documents relatifs à cette augmentation du capital dans le dossier préparé par mon Bureau à votre intention.

Ce sixième numéro du Bulletin fait aussi la synthèse des thèmes discutés lors de la deuxième réunion sur la reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (IDA-17) qui s'est déroulée à Managua (Nicaragua) du 1er au 4 juillet 2013. Enfin, dans la rubrique «Dossier» du présent numéro, vous trouverez présenté succinctement le Rapport 2013 sur la compétitivité de l'Afrique.

Bon séjour à Washington DC.

## Assemblées Annuelles 2013

### Stratégie du Groupe de la Banque mondiale

Dans le cadre de sa mission d'éradication de la pauvreté, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) se fixe deux objectifs : (1) réduire à 3% le taux des personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour à l'horizon 2030 ; (2) promouvoir une croissance du revenu des 40% de la population située au bas de l'échelle de prospérité dans chaque pays. Afin d'atteindre ces deux objectifs, le Groupe de la Banque mondiale propose une nouvelle stratégie.

Cette nouvelle stratégie est basée sur cinq principes, à savoir : (1) servir les populations pauvres et vulnérables de façon durable partout dans le monde ; (2) reconnaître la diversité des clients ; (3) travailler comme un seul Groupe de la Banque mondiale ; (4) mettre l'accent sur des solutions de développement ; et (5) exercer une sélectivité dynamique. Toutes les activités et les ressources du GBM seront concentrées sur ces deux objectifs qui seront opérationnalisés à travers un nouveau modèle d'engagement avec le client axé sur les solutions.

Un vaste programme de changement soutiendra la mise en œuvre de la stratégie. A cet effet, quatre domaines prioritaires ont été définis, à savoir (i) assurer une circulation plus fluide des connaissances au sein et à l'extérieur de la Banque ; (ii) aider sans relâche les pays membres à trouver des solutions idoines à leurs problèmes de développement ; (iii) fournir des conseils et des services de haute qualité ; (iv) optimiser la présence du GBM dans le monde en définissant un modèle de gestion qui s'appuie sur la proximité avec les clients tout en conservant l'expérience universelle du Groupe et son leadership dans le secteur du développement.

### Agenda sur l'égalité des genres dans les activités du Groupe de la Banque mondiale

Le rapport soumis à l'attention du Comité de Développement révèle un progrès

substantiel dans la prise en compte des questions du genre au sein du Groupe de la Banque mondiale : Les départements régionaux et les réseaux sectoriels qui accusaient des retards dans ce domaine se sont tous rattrapés. La Société Financière Internationale (SFI) a adopté la question du genre comme l'une des six priorités transversales de sa stratégie. Pour l'ensemble du GBM, les objectifs clés fixés sur la question du genre ont été atteints, même si des progrès restent à faire dans leur approfondissement et dans la mesure d'impact et de résultat sur le terrain.

## Nouvelles de la Banque mondiale

### Deuxième réunion sur la reconstitution des ressources au titre de l'IDA17

L'Association Internationale de Développement (IDA) reste la principale source de financement de nos pays. Dix-neuf (19) des vingt-trois (23) pays membres de notre groupe sont éligibles à cette institution dont la capacité financière dépend principalement des subventions de pays donateurs. Les négociations pour la reconstitution des ressources au titre de l'IDA17 se déroulent dans un contexte où l'économie mondiale demeure fragile tandis que les principaux pays donateurs se remettent péniblement des effets de la crise économique et financière internationale.

A la suite de la première réunion tenue à Paris les 20 et 21 mars 2013, la deuxième s'est déroulée à Managua, au Nicaragua, du 1<sup>er</sup> au 4 juillet 2013, et s'est penchée sur les sujets suivants :

- Thème principal de l'IDA-17 (Maximisation de l'impact des actions de développement) ;
- Demande de ressources pour l'IDA-17 et stratégie pour leur utilisation efficiente ;
- Cadre de financement de l'IDA-17
- Thèmes spéciaux de l'IDA-17

La troisième réunion sur l'IDA-17 se tiendra à Washington, D.C., aux Etats-Unis les 14 et 15 octobre 2013, en marge des Assemblées Annuelles de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International. Le cycle de négociation se conclura à Moscou, en Russie, en décembre 2013.

Nous vous invitons à lire dans le Rapport Annuel 2013 de l'Administrateur le compte rendu détaillé de ce deuxième round de négociation pour la reconstitution des ressources au titre de l'IDA-17.

### Montant record des engagements du Groupe de la Banque mondiale au profit de l'Afrique au cours de l'exercice 2013

Dans un rapport interne discuté récemment, la Région Afrique de la Banque mondiale indique que le Groupe de la Banque mondiale a engagé le montant record de 14,7 milliards de dollars au cours de l'exercice 2013 (de juillet 2012 à juin 2013) afin

*(Suite à la page 3)*



Une vue de l'assistance à la 2<sup>ème</sup> réunion sur l'IDA-17 à Managua - Nicaragua.

(Nouvelles de la Banque mondiale, suite de la page 2)

de soutenir la croissance économique de l'Afrique et contribuer à l'amélioration des perspectives de développement du continent en dépit de l'incertitude de la situation économique dans le reste du monde.

Les engagements de la Banque en Afrique au cours de l'exercice comprennent

un montant record de 8,2 milliards de dollars de crédits et de subventions de l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres. Il s'agit du montant le plus élevé de nouveaux engagements pris par l'IDA pour une quelconque région depuis la création de la Banque.

Le volume total des engagements de la SFI en Afrique subsaharienne, y compris

les fonds mobilisés, a progressé pour atteindre le niveau record de 5,3 milliards de dollars, soit 34 % de plus que l'année précédente. Pour la MIGA, la priorité est le soutien des investissements étrangers directs à destination de l'Afrique subsaharienne et bénéfiques au développement. En 2013, l'agence a émis 1,5 milliard de dollars de garanties en appui des investissements  
(Suite à la page 4)

## Souscription au capital de la BIRD et de la SFI

Dans le cadre du renforcement de la voix et de la participation des pays en développement et des pays en transition vers l'économie de marché et pour augmenter la capacité financière du Groupe de la Banque mondiale, le Conseil d'Administration a approuvé en juin 2010 une augmentation générale (AGC) et une augmentation sélective (ASC) du capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et une augmentation sélective du capital de la Société Financière Internationale (SFI). Des résolutions de la Banque et de la SFI sur ces augmentations de capital ont été soumises aux Gouverneurs, en leur qualité de représentants des actionnaires, pour approbation au 31 Mars 2011. Ces résolutions ont été approuvées par 75% du vote des actionnaires de la Banque et 85% du vote des actionnaires de la SFI.

Nos pays n'ont pas été concernés par l'augmentation sélective de capital au niveau de la SFI. En revanche, l'augmentation sélective de capital et l'augmentation générale de capital au niveau de la BIRD ont affecté nos pays de la manière indiquée dans le tableau ci-contre.

### Souscription

#### Augmentation sélective de capital

L'augmentation sélective de capital de la BIRD n'a aucune implication financière pour les pays de notre groupe. Toutefois, afin que la Banque procède à l'émission des parts au profit de nos pays, ceux-ci doivent, au préalable, souscrire à leur part en remplissant le formulaire de souscription.

#### Augmentation générale de capital

Par contre, l'augmentation générale de capital a une incidence financière pour nos Etats puisque 6% des parts sont appelés. Cependant, les souscripteurs disposent d'un délai de paiement du capital appelé dont la date limite est fixée à juin 2015. La valeur d'une part est de 120.635 dollars des Etats Unis.

Nous encourageons nos pays à procéder à la souscription immédiate de leurs parts, dans la mesure où une absence de souscription aurait des effets dommageables pour l'existence de notre groupe, puisque la part relative de notre groupe dans le capital de la BIRD pourrait tomber en deçà du seuil de 2%, minimum requis pour disposer d'un siège au Conseil d'Administration de la Banque.

Les services de la Banque avaient adressé des correspondances aux Gouverneurs expliquant la procédure de souscription et transmettant les formulaires nécessaires à cet effet. Ces documents sont mis à votre disposition dans le dossier des Assemblée Annuelles 2013 préparé à votre intention. Les formalités de souscription devront être accomplies dans les meilleurs délais en adressant les formulaires de souscription et les documents d'accompagnement aux services concernés de la Banque mondiale.

Pays	ASC (Parts)	AGC (Parts)
Benin	126	266
Burkina Faso	126	266
Cameroun	211	464
Cap Vert	67	154
Centrafrique	113	261
Comores	45	87
Congo, République	124	281
Congo, Rep. Dem.	250	773
Cote d'Ivoire	250	739
Djibouti	73	169
Gabon	0	264
Guinee	179	393
Guinee Bissau	73	164
Guinee Equatoriale	0	191
Madagascar	201	434
Mali	156	352
Maurice	0	332
Mauritanie	132	276
Niger	123	261
Sao Tome	61	149
Senegal	250	620
Tchad	113	261
Togo	156	337

(Nouvelles de la Banque mondiale, suite de la page 3)

pour des projets dans les secteurs de l'agroalimentaire, du pétrole et du gaz, de l'électricité, des services et de l'eau. Une bonne partie concerne des investissements dans des projets de production d'électricité en Angola, en Côte d'Ivoire et au Kenya. L'Afrique subsaharienne a représenté 54 % du volume des investissements de la MIGA cette année, contre 24% l'an dernier, soit plus d'un doublement.

Le soutien du Groupe de la Banque mondiale a porté prioritairement sur des projets transformateurs dans l'agriculture et l'électricité, ainsi que sur les filets de protection sociale, les transferts conditionnels de fonds en faveur des familles pauvres, les programmes de création d'emplois pour les jeunes et l'enseignement supérieur.

### **Le Groupe de la Banque mondiale fixe son orientation stratégique dans le secteur de l'énergie**

Le Document d'orientation stratégique pour le secteur de l'énergie, adopté par le Conseil d'Administration en sa session du 16 juillet 2013, fixe la politique d'interventions du Groupe de la Banque mondiale pour élargir l'accès à une énergie durable. Ce plan s'aligne sur les deux objectifs de mettre fin à l'extrême pauvreté et partager durablement la prospérité. Il suit aussi les axes de l'initiative « Énergie durable pour tous », la vision qui inspire les actions du Groupe de la Banque mondiale en la matière.

On peut y lire que le Groupe de la Banque mondiale fera son maximum pour « réduire les coûts financiers et environnementaux de l'élargissement de la fourniture d'une énergie durable » même s'il reconnaît que « chaque pays est libre de choisir sa voie pour satisfaire ses aspirations en matière d'énergie ». Le document insiste sur la nécessité de sélectionner les domaines dans lesquels l'institution est la mieux placée pour aider les pays à trouver des solutions énergétiques qui réduisent durablement la pauvreté. Ce Document d'orientation stratégique définit une feuille

de route pour le Groupe de la Banque mondiale afin de lui permettre de toucher toujours plus de communautés et de leur apporter l'énergie dont elles ont besoin pour sortir de l'extrême pauvreté et avoir des perspectives économiques durables.

Pour réduire la pauvreté et parvenir à une prospérité partagée, la Banque mondiale se propose de contribuer à un approvisionnement énergétique fiable en appui au développement économique et d'apporter aux milliards d'êtres humains qui en sont encore privés des services modernes d'électricité et d'énergie domestique.

### **Premiers dons du Partenariat mondial pour la responsabilité sociale (GPSA)**

Le Partenariat mondial pour la responsabilité sociale (GPSA) a annoncé qu'il a approuvé une première série de dons

pour des projets auxquels la société civile collabore avec les pouvoirs publics pour résoudre les graves problèmes de gouvernance dans les pays en développement.

Ces dons, qui seront décaissés sur les cinq prochaines années pour un montant total de 9 millions de dollars, permettront de fournir un appui stratégique à douze organisations de la société civile (OSC) dans dix pays en développement. Un don complémentaire a été accordé à l'ONG mexicaine FUNDAR afin de mettre en place le portail de connaissances du GPSA, qui doit être lancé d'ici à la fin de l'année.

### **Appel à candidatures: la Banque mondiale recrute des étudiants-chercheurs**

La région Afrique du Groupe de la Banque mondiale lance un programme de

(Suite à la page 5)

## **A Propos du GPSA**

GPSA est le sigle anglais du *Global Partnership For Social Accountability* ou Partenariat Mondiale pour la Responsabilité Sociale.

### **L'objectif**

Le GPSA a pour but d'améliorer les résultats du développement en appuyant le renforcement des capacités pour permettre aux bénéficiaires de s'exprimer et participer davantage. Il contribuera à des réformes de la gouvernance et à l'amélioration des services fournis à l'échelon des pays.

### **La stratégie**

Afin d'atteindre son objectif, le GPSA fournira un appui stratégique et soutenu aux groupes bénéficiaires et aux organisations de la société civile (OSC) des pays en développement qui coopèrent avec leurs gouvernements pour renforcer la transparence et la responsabilisation. Cet appui prendra la forme de financements et d'apports de connaissances. Les dons, octroyés aux OSC dans le cadre d'un appel mondial à propositions, viendront soutenir des activités de renforcement des capacités, de recherche et de diffusion du savoir, d'établissement de réseaux et de mise en œuvre de programmes d'activités en rapport avec la responsabilité sociale ; ces dons seront accordés sur des périodes de trois à cinq ans. Le GPSA établira par ailleurs une plateforme mondiale pour l'échange de savoir et la recherche, destinée en particulier à mesurer et documenter les retombées des interventions menées dans le domaine de la responsabilité sociale.

### **Pays participants**

Le GPSA n'opérera que dans les pays dont le gouvernement accepte de s'engager formellement dans le Partenariat. Le processus d'adhésion des États est actuellement en cours à travers le monde. Le GPSA lancera son prochain appel à contributions en novembre 2013.

Nous encourageons nos pays à y adhérer afin de pouvoir soumissionner aux appels à contribution pour bénéficier des financements du GPSA. L'équipe du GPSA peut être contacté par le email suivant : [gpsa@worldbank.org](mailto:gpsa@worldbank.org).

(Nouvelles de la Banque mondiale, suite de la page 4)

recrutement ciblant des doctorants d'origine africaine afin de diversifier ses effectifs, une priorité que s'est fixée l'institution.

Il s'agit de mettre en place un réseau de chercheurs et de professionnels issus de la diaspora africaine. Ce programme s'adresse en particulier aux femmes qui envisagent de travailler dans le domaine du développement, dans leur pays ou à l'étranger, et qui souhaiteraient intégrer le Groupe de la Banque mondiale.

### **Descriptif**

Les candidats sélectionnés effectueront un minimum de six mois au siège du Groupe de la Banque mondiale afin d'acquérir une expérience pratique des métiers du développement. Cela comprend notamment la production et la diffusion de travaux de recherche, la conception de politiques publiques aux niveaux national et international, en vue d'encourager une croissance inclusive dans les pays en voie de développement.

Ce programme offrira aux candidats sélectionnés :

- Une meilleure compréhension des missions et activités du Groupe de la Banque mondiale ;
- Un accès à des données de qualité pour leurs travaux de recherche ;
- Une collaboration avec des experts en développement ;
- La possibilité de contribuer à la mission du Groupe de la Banque mondiale.

### **Conditions d'admission**

*Peuvent être candidats :*

Les étudiants effectuant leur doctorat dans les domaines suivants : économie, démographie, statistiques appliquées et économétrie, méthodologie d'évaluation de la performance, éducation, santé, énergie, agriculture et infrastructures.

*Les candidats doivent :*

- Être inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur qu'ils devront réintégrer après ce programme ;
- Être âgé de moins de 32 ans ;

- Posséder une excellente maîtrise, orale et écrite, de l'anglais ;
- Posséder d'excellentes capacités analytiques et quantitatives.

### **Procédure de sélection**

Après avoir postulé en ligne, les candidats les plus prometteurs seront sélectionnés et leur dossier de candidature sera soumis aux responsables de la région Afrique du Groupe de la Banque mondiale et aux départements qui participent à ce programme qui feront ensuite leur choix.

### **Dépôt de dossiers de candidature**

<http://wbgsurvey.worldbank.org/Community/se.ashx?s=7DE331F804E987CB>

### **Pour en savoir plus**

Facebook : La Banque mondiale en Afrique

Twitter : La Banque mondiale en Afrique

Twitter : #wbfellows

Email : [afrhrhelpline@worldbank.org](mailto:afrhrhelpline@worldbank.org)

## **Nouvelles du Bureau de l'Administrateur**

### **Réunion du Caucus Africain – Khartoum 2013**

Le Caucus Africain s'est réuni à Khartoum, en République du Soudan, les 21 et 22 août 2013, sous la présidence de son Excellence Monsieur Ali Mahmoud

(Suite à la page 6)

### **Visite de l'Administrateur en République Islamique de Mauritanie**

A l'invitation du Gouverneur de la Banque pour la République Islamique de Mauritanie, S.E. Mohamed OULD TAH, l'Administrateur Agapito MENDES DIAS a participé au lancement des activités de la Zone Franche de Nouadhibou, en République Islamique de Mauritanie, du 21 au 24 juin 2013. Dans son discours, l'Administrateur a exprimé toute sa gratitude pour cette invitation et évoqué le rôle de la zone franche dans la diversification des activités économiques. Il a indiqué qu'il travaillera dans le sens du soutien et de l'appui de la Banque mondiale à cette zone franche.

L'Administrateur a profité de son séjour pour rencontrer les plus hautes autorités mauritaniennes notamment, S.E.M. Mohamed OULD ABDEL AZIZ, Président de la République Islamique de Mauritanie. Il a également rencontré S.E. Mohamed OULD TAH, Ministre des Affaires Economiques et du Développement, ainsi que S.E. M. Ahmed OULD BAHYA, Ministre d'Etat, en charge de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Les entretiens ont porté sur l'état de la coopération avec la Banque mondiale et sur les moyens de les renforcer.



**Rencontre avec le Ministre des Affaires Economiques et du Développement, Gouverneur de la Banque pour la Mauritanie**

(Nouvelles du Bureau de l'Administrateur, suite de la page 5)

Mohamed AbdElrasoul, Président du groupe des Gouverneurs africains du

Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale, Ministre des Finances et de l'Économie Nationale du Soudan.

### Réunion des Administrateurs Africains de la Banque mondiale avec le Vice-président par intérim de la BAD chargé des infrastructures

En marge des Assemblées Annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Marrakech (Maroc) et sur l'initiative de notre Bureau, les trois Administrateurs représentant l'Afrique Subsaharienne auprès du Groupe de la Banque mondiale (MM. Agapito MENDES DIAS, Denny KALYALYA et Mansur MUHTAR) ont tenu, le 27 mai 2013, une réunion de travail avec M. Alex RUGAMBA, Vice-Président par intérim du Groupe de la BAD chargé des infrastructures, de l'intégration régionale et du secteur privé. Cette réunion a permis de mieux comprendre le contenu de la nouvelle Facilité pour le financement des infrastructures lancée par la BAD.

Il ressort de cette réunion que la nouvelle facilité est une initiative des Etats africains visant à mobiliser des ressources financières sur des bases commerciales pour la réalisation des projets d'infrastructures dans le cadre de partenariats public-privés. Elle prévoit, en plus du soutien à la préparation des projets à travers une entité de développement de projets, un mécanisme de financement faisant intervenir les Etats africains, les marchés financiers et les partenaires au développement. M. RUGAMBA a également fait le point de la coopération de la BAD avec le département de l'intégration régionale de la Région Afrique de la Banque mondiale. A cet égard, il a indiqué qu'une mission de la Banque mondiale s'était rendue à Tunis. Les Administrateurs ont rappelé la requête formulée par le Caucus africain à la Banque mondiale pour que celle-ci travaille avec la BAD pour mettre en place une facilité unique de préparation de projets d'infrastructures. Ils ont indiqué qu'il est nécessaire d'harmoniser cette initiative de la BAD avec la demande formulée par les Gouverneurs africains de la Banque mondiale dans le cadre du Caucus africain. Les deux parties ont convenu de maintenir le contact afin d'harmoniser leurs démarches.



Photo des Administrateurs africains de la Banque mondiale avec le Vice-Président par intérim de la BAD chargé des infrastructures, à la sortie de leur réunion. De gauche à droite, M. Mansur MUHTAR, Administrateur pour l'Afrique du Sud, le Nigéria et l'Angola ; M. Agapito MENDES DIAS, Administrateur pour les pays francophones et les autres pays lusophones d'Afrique au Sud du Sahara; M. Alex RUGAMBA, Vice-Président par Intérim de la BAD chargé des Infrastructures ; et M. Denny KALYALYA, Administrateur pour les autres pays anglophones d'Afrique Sub-saharienne.

Dans la Déclaration issue de cette réunion de Khartoum, le Caucus Africain a réitéré son appel au Groupe de la Banque mondiale pour la mise en place de mécanismes devant faciliter la préparation et le financement des projets d'infrastructures à caractère transformateur ayant un impact régional. Il a, en outre, plaidé pour le renforcement des ressources du FMI et l'amélioration de la mise en œuvre de ses programmes avec les pays membres. Enfin, le Caucus a lancé un appel aux deux institutions de Bretton Woods pour l'accélération de l'industrialisation du continent, le renforcement de la représentation de l'Afrique au sein de ces institutions et la poursuite du programme d'allègement de la dette.

La Déclaration de Khartoum I est disponible sur le site internet du Bureau de l'Administrateur à l'adresse suivante : [www.worldbank.org/eds13](http://www.worldbank.org/eds13).

## Dossier : Rapport 2013 sur la compétitivité de l'Afrique

*Le Rapport sur la compétitivité de l'Afrique est produit chaque année, en partenariat, par la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et le Forum Economique Mondial. Il fait le point de la compétitivité du continent et formule des recommandations. Nous présentons dans ce dossier la synthèse du rapport de 2013.*

Le Rapport 2013 sur la compétitivité de l'Afrique examine les possibilités associées à l'intégration régionale dans la perspective du renforcement des économies d'échelle, de l'augmentation de la concurrence et de la promotion de la diversification économique. Le Rapport s'ouvre sur une évaluation des différents facteurs influençant la compétitivité économique de l'Afrique.

### Évaluation de la compétitivité des pays africains

le Rapport analyse la compétitivité de l'ensemble du continent et étudie un large éventail de facteurs qui influencent la productivité des pays africains. Selon l'indice

(Suite à la page 7)

(Dossier : Rapport 2013 sur la compétitivité de l'Afrique, suite de la page 6)

de compétitivité mondiale, la majorité des pays africains comptent parmi les moins compétitifs du monde et l'Afrique doit faire des progrès dans de nombreux domaines pour établir un régime de croissance durable. Il montre que l'écart avec les régions comparables, telles que l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et les Caraïbes, est particulièrement important au niveau de l'ossature d'une économie compétitive, à savoir la gouvernance et les institutions, les infrastructures et l'éducation. Au-delà de ces écarts, la plupart de pays africains sont handicapés par la petite taille de leurs marchés. De plus, malgré la forte croissance des abonnements de téléphonie mobile, l'Afrique est nettement en retard sur les autres régions dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le rapport attire également l'attention sur les fortes différences de compétitivité existant sur le continent, lorsqu'on compare les performances des pays africains au Sud du Sahara disposant de données nécessaires pour participer au classement mondial.

### **Intégration régionale**

Les efforts menés pour promouvoir le commerce grâce à l'intégration régionale seront essentiels à la diversification des économies africaines et à l'augmentation de la compétitivité de la région. La participation aux échanges et investissements intra-africains et internationaux peut stimuler la compétitivité à différents niveaux. La croissance des échanges transfrontaliers peut créer un cercle vertueux d'augmentation de la compétitivité sur les marchés intérieurs qui, associée à l'exploitation des économies d'échelle, contribue à la baisse du coût des biens et services tout en augmentant leur diversité, promouvant ainsi l'activité économique, tel que le développement des secteurs manufacturier et tertiaire. Cette situation permet de créer de solides relations verticales au sein de l'économie. Les pays africains doivent relever deux défis

interdépendants : diversifier les principaux secteurs exportateurs pour réduire la vulnérabilité découlant de la fluctuation des prix des produits de base et renforcer l'intégration régionale. Selon un récent rapport de la Banque mondiale, le manque à gagner des pays africains s'élève chaque année à des milliards de dollars du fait de la fragmentation du marché régional et de l'inexistence des réseaux de production transfrontaliers qui ont stimulé la dynamique économique dans d'autres régions, notamment en Asie de l'Est.

### **Insuffisance grave et chronique des infrastructures africaines**

La quantité et la qualité insuffisantes des infrastructures sont l'un des principaux obstacles au développement du commerce en Afrique et à l'amélioration de la compétitivité. Bien que plus de la moitié de l'accélération de la croissance de l'Afrique puisse être attribuée au développement des infrastructures, un budget annuel de 93 milliards de dollars sera nécessaire jusqu'en 2020 dans ce domaine. L'urbanisation croissante, l'expansion des marchés de consommation et le développement des liens avec l'économie mondiale accentuent le besoin pour les pays africains d'investir davantage dans les infrastructures. La mise en place d'infrastructures appropriées et efficaces aidera les pays africains à augmenter leur productivité, notamment dans les secteurs manufacturier et tertiaire. Elle contribuera également à la création d'emplois et à l'amélioration du climat d'investissement tout en encourageant l'utilisation efficace des ressources naturelles. Elle contribuera en outre au développement social dans les domaines de la santé et de l'éducation et à la réduction des inégalités sociales grâce à une distribution plus équitable du patrimoine national.

Le Rapport examine ainsi le développement des infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports et des TIC. Il montre que les progrès ont en général été très lents voire négatifs en ce qui concerne la production d'électricité et la construction de routes bitumées, alors que les abonnements de téléphonie portable ont

connu une croissance impressionnante au cours de la dernière décennie. Le rapport attire l'attention sur l'urgence qui devrait être accordé, au niveau régional, au développement des infrastructures régionales pour obtenir des économies d'échelle. L'Afrique a besoin de réseaux de communication bien structurés reliant les centres de production et de distribution du continent pour renforcer le commerce et l'intégration à l'échelon régional. La réduction de cet important déficit d'infrastructures contribuera à l'amélioration de la compétitivité de l'Afrique. Les facteurs essentiels à la construction des infrastructures nécessaires seront : 1 – la planification de services de maintenance appropriés dans tous les secteurs, dont les TIC ; 2 – la suppression des contraintes réglementaires et obstacles institutionnels ; et 3 – l'interconnexion des infrastructures de sorte à tirer le meilleur parti de l'intégration régionale.

### **Recommandations pratiques**

plusieurs recommandations pratiques découlent de l'analyse présentée dans le Rapport. Ces recommandations ont notamment trait à la simplification des procédures d'import-export, au développement et à l'exploitation des TIC, à l'amélioration des infrastructures d'énergie et des transports ainsi qu'à la création des pôles de croissance dans les différentes régions du continent.

**Simplification des procédures d'import-export :** Le rapport montre que la réduction des procédures d'import-export devrait produire des gains relativement rapides découlant de la facilitation du commerce, pendant que les pays mettent en place les infrastructures essentielles au développement de l'intégration régionale à moyen et long terme.

**Développement et exploitation des TIC :** Le rapport indique que les progrès des TIC pourraient également contribuer à la facilitation du commerce en appuyant les procédures administratives et en les rendant plus transparentes.

(Suite à la page 8)

(Dossier : Rapport 2013 sur la compétitivité de l'Afrique, suite de la page 7)

**Amélioration de l'énergie** : Le rapport recommande que les responsables de l'action publique : 1) réexaminent les subventions et tarifs douaniers; 2) investissent dans la diversification du panier énergétique; 3) promeuvent l'efficacité énergétique et l'énergie verte; 4) établissent des réseaux énergétiques régionaux compétitifs.

**Amélioration des transports** : Les infrastructures vétustes et mal entretenues nécessitent une réhabilitation urgente dans tous les sous-secteurs.

**Création de pôles de croissance** : La création de pôles de croissance est proposée comme un des moyens novateurs pour favoriser l'intégration régionale et développer la capacité de production.

La dernière section du Rapport présente des profils de compétitivité détaillés pour les 38 pays africains figurant dans

l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial. Ces profils présentent les classements détaillés qui sous-tendent les indices de compétitivité mondiale.

De plus amples informations sur cette étude sont disponibles sur les sites : [www.worldbank.org/africa/acr](http://www.worldbank.org/africa/acr), [www.weforum.org/acr](http://www.weforum.org/acr) ou <http://www.afdb.org>.

## ANNONCE

### **Cours de base de la Banque mondiale sur les filets sociaux Pour la protection et la promotion : Conception et mise en œuvre de filets sociaux efficace Du 02 au 13 décembre 2013 à Washington DC.**

**Objectif** : ce cours de 2 semaines vise à doter les participants d'une maîtrise des concepts et de la pratique des questions relatives au développement des systèmes de protection sociale.

**Description du cours** : le cours comporte des modules sur la façon d'utiliser les filets sociaux pour renforcer les systèmes de protection sociale à travers une meilleure harmonisation des politiques et une réduction de la fragmentation des instruments et des projets.

**Audience cible** : ce cours s'adresse aux décideurs, aux analystes et aux chercheurs des agences gouvernementales, des organisations de la Société Civile, des organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux formateurs, aux journalistes et personnel d'exécution travaillant sur les questions relatives à la réduction de la pauvreté et à la protection sociale, en provenance des administrations publiques, de la Banque mondiale et des agences d'aide bilatérale ou multilatérale. Compte tenu de l'importance du travail en équipe dans le domaine des filets sociaux, les pays intéressés sont encouragés à inscrire les équipes engagées dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de filets sociaux.

**Coûts** : les 2 semaines de cours sont offertes à un tarif subventionné de US\$ 2.500 par participant en provenance des pays clients de la Banque mondiale. Pour les participants des organisations internationales et des agences de coopération, le tarif est fixé à US\$ 3.500. Ces tarifs incluent l'inscription, les matériels, l'assurance médicale et les autres frais de formation. Les participants prennent en charge leur transport, leur hébergement et leurs frais de séjour. La Banque mondiale dispose de tarifs négociés auprès des hôtels dans la région de Washington DC, dont les participants peuvent bénéficier sur la base du premier venu - premier servi. L'inscription se fait en ligne à l'adresse <http://www.surveymonkey.com/s/sncc2013>.

**Contact** : Ruslan Yemtsov, [ryemtsov@worldbank.org](mailto:ryemtsov@worldbank.org), 1 2024587276, Karen Peffley, [kpeffley@worldbank.org](mailto:kpeffley@worldbank.org), 1 2024584051, Nadège Nouviale, [nnouviale@worldbank.org](mailto:nnouviale@worldbank.org), 1 2024734514.

## Le Bulletin

DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

Rédaction : Bureau de  
l'Administrateur (EDS13)

Edition: Bureau de l'Administrateur  
(EDS13)

Conception: Will Kemp, Services  
Généralistes, Groupe de la Banque  
mondiale

Impression : Groupe de la Banque  
mondiale, Washington, D.C.

**Pour toute contribution ou  
suggestion veuillez contacter**

Abdoul Karim OURO SAMAH,  
[aalassan@worldbank.org](mailto:aalassan@worldbank.org)  
202-458-1158 tél  
202-522-1585 fax

Emile Brillant EKAMBY,  
[eekamby@worldbank.org](mailto:eekamby@worldbank.org)  
202-473-4643 tél  
[eds13@worldbank.org](mailto:eds13@worldbank.org)

Ce bulletin est aussi disponible  
sur le site web du Bureau de  
l'Administrateur, à l'adresse  
<http://www.worldbank.org/eds13>